

FINLANDE

Le régime finlandais est à deux piliers (une retraite nationale de base soumise à condition de ressources et une série de régimes obligatoires liés à la rémunération) avec des règles très similaires pour les différents groupes. Les régimes des salariés du secteur privé sont pour partie des régimes par capitalisation tandis que les régimes du secteur public sont des régimes par répartition (avec des fonds de réserve pour lisser les augmentations futures des cotisations de retraite).

Conditions d'éligibilité à une pension

La pension de base est assujettie à un critère de résidence (mais à aucune exigence de cotisation) ; elle est dégressive en fonction du revenu des pensions des régimes liés à la rémunération. La pension de base et les pensions liées à la rémunération sont payables à partir de 65 ans. Quarante années de résidence dans le pays (à l'âge adulte) sont nécessaires pour bénéficier d'une prestation à taux plein ; des ajustements au prorata sont opérés pour des durées de résidence plus courtes.

Calcul des prestations

Régime lié à la rémunération

A compter de 2005, le taux d'acquisition des droits sera de 1.5 % de la rémunération ouvrant droit à pension entre 18 et 52 ans, de 1.9 % entre 53 et 62 ans et de 4.5 % entre 63 et 67 ans. Actuellement, ce taux est de 1.5 % avant 60 ans et de 2.5 % entre 60 et 64 ans. La modélisation tient compte de l'impact de cette réforme. Pour un travailleur ayant commencé à travailler à 20 ans et effectué une carrière complète jusqu'à son départ en retraite à 65 ans, le taux d'acquisition de droits sur l'ensemble de sa vie active sera de 77.5 % de la rémunération ouvrant droit à pension. Actuellement, le taux de remplacement maximum est de 60 % de la rémunération ouvrant droit à pension, mais cette disposition sera abolie à partir de 2005.

Actuellement, on prend la moyenne des rémunérations des dix dernières années d'emploi relevant d'un régime donné. Les années où les rémunérations ont été exceptionnellement basses peuvent ne pas être prises en compte (jusqu'à un maximum d'un tiers du nombre total d'années de couverture). A partir de 2005, la rémunération ouvrant droit à pension sera calculée sur la base de la moyenne du salaire sur l'ensemble de la carrière. Les rémunérations des premières années sont réévaluées pour partie en fonction des prix et pour partie en fonction des salaires dans l'ensemble de l'économie. Actuellement, le taux de pondération appliqué à la hausse des salaires est identique à celui appliqué à la hausse des prix, mais à partir de 2005 il sera de 80 % pour la hausse des salaires et de 20 % pour celui des prix. Dans les hypothèses de base relatives à la progression des prix et des salaires, cette politique ramène la pension à 91.5 % par rapport à une politique qui valoriserait les rémunérations des années antérieures intégralement en fonction de la hausse des salaires.

Une récente réforme de la législation aura pour effet de réduire les pensions versées à compter de 2010 selon l'augmentation de l'espérance de vie à partir de cette année (les calculs se fondent sur des données de mortalité décalées : pour 2010, par exemple, les données correspondent à la moyenne pour 2003-07). Entre 2002 et 2040, les projections de mortalité des Nations Unies et de la Banque Mondiale montrent une augmentation de l'espérance de vie à l'âge de 65 ans de 16.8 ans à 20.4 ans (calculé à partir

des taux de mortalité unisexe). L'ajustement prend la forme d'un calcul d'annuité utilisant un taux d'actualisation de 2% par an. L'ajustement prévu en 2040, basé sur les projections de mortalité, doit ramener les prestations à 88.6% de leur valeur d'avant la réforme.

Il n'y a ni plancher ni plafond de cotisation, ni plafonnement des rémunérations ouvrant droit à pension. La rémunération ouvrant droit à pension se définit comme le salaire brut, diminué de la part salariale des cotisations de retraite (décrite ci-après). Il convient toutefois de noter que, pour les besoins de la comparaison avec d'autres pays, les taux de remplacement sont identifiés ici par rapport à la rémunération brute totale et non par rapport à la rémunération ouvrant droit à pension.

Après le départ en retraite, la pension liée à la rémunération est revalorisée à l'aide d'une formule mixte conjuguant 20 % de hausse des rémunérations et 80 % de hausse des prix. Selon les règles actuelles, la procédure d'indexation est plus généreuse pour ceux qui prennent leur retraite avant 65 ans : 50 % de hausse des salaires et 50 % de hausse des prix. Mais, à partir de 2005, des taux de pondération de 20 % pour les rémunérations et de 80 % pour les prix seront appliqués quel que soit l'âge. Le Centre finlandais pour les retraites coordonne les différents régimes de façon qu'un seul paiement de pension soit effectué même pour les personnes ayant cotisé à différents régimes.

Régime ciblé

Les paramètres du système diffèrent d'une municipalité à l'autre, pour refléter les disparités régionales du coût de la vie. En 2002, la prestation mensuelle de base pour un retraité célibataire se situait entre 467 et 488 EUR (soit environ un cinquième de la rémunération moyenne). La pension de base est réduite de 50 % de la différence entre les revenus d'autres pensions et un montant de franchise de 550 EUR par an. Elle s'annule lorsque le revenu d'autres pensions excède un montant compris entre 958 et 999 EUR par mois (selon la municipalité).

La pension de base et les paramètres du critère de revenu sont revalorisés chaque année en fonction de l'évolution des prix.

Impôt sur le revenu et cotisations de sécurité sociale

Imposition des retraités

Il n'y a pas de règles d'imposition spécifiques aux retraités.

Imposition du revenu des pensions

Les bénéficiaires de pensions peuvent déduire un certain montant du revenu soumis à l'impôt local sur le revenu. Le montant de la déduction accordée au revenu des pensions est calculé sur la base de la pension publique de base à taux plein et de l'abattement de base applicable à toutes les personnes à faible revenu. En 2002, l'abattement maximum était de 6 540 EUR pour une personne seule et de 5 580 EUR pour chacun des conjoints dans le cas d'un couple marié (imposition séparée des couples). Pour tout montant de revenu imposable excédant ce chiffre, la déduction subit une dégressivité de 70 %. Ce qui signifie qu'il n'y a pas de déduction lorsque le revenu est supérieur à 15 883 EUR (personne seule) ou à 13 552 EUR (chacun des conjoints dans le cas d'un couple). L'abattement accordé pour le revenu des pensions est non récupérable, c'est-à-dire qu'il ne peut excéder le montant de la pension.

Le revenu des pensions bénéficie également d'un abattement au titre de l'impôt national sur le revenu. Toutefois, cet abattement s'annule actuellement avant que le revenu atteigne la première tranche d'imposition. Il n'a donc aucune incidence pratique.

Les travailleurs bénéficient d'un abattement pour frais professionnels qui n'est pas applicable aux retraités.

Cotisations de sécurité sociale payées par les retraités

Le revenu des pensions n'est soumis à aucune cotisation au titre de l'assurance-retraite ou de l'assurance-chômage. Toutefois, les cotisations d'assurance-maladie prélevées sur les revenus des retraités sont identiques à celles prélevées sur les revenus des actifs. En 2002, un supplément de cotisation d'assurance-maladie de 0.4 % a été prélevé sur le revenu des pensions (autrement dit, le taux de prélèvement sur le revenu des pensions a été de 1.5 % + 0.4 %). En 2003, ce supplément de cotisation a été supprimé. La cotisation d'assurance-maladie est prélevée sur le revenu imposable tel que défini par la fiscalité municipale.

Résultats de la modélisation des pensions : Finlande

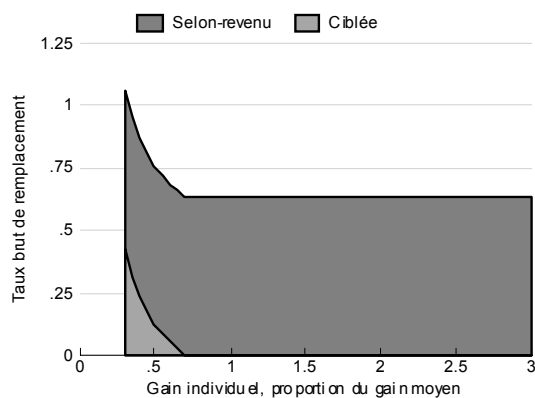
Hommes Femmes (lorsqu'elle est différente)	<i>Rémunération individuelle, en multiples de la moyenne</i>					
	0.5	0.75	1	1.5	2	2.5
Taux de pension brut (% de la rémunération moyenne)	38.0	47.5	63.3	95.0	126.6	158.3
Taux de pension net (% de la rémunération moyenne nette)	50.5	58.5	71.5	98.3	123.1	146.6
Taux brut de remplacement (% de la rémunération individuelle)	75.9	63.3	63.3	63.3	63.3	63.3
Taux net de remplacement (% de la rémunération individuelle nette)	87.3	73.1	71.5	71.8	71.3	71.9
Patrimoine-retraite brut (multiple de la rémunération moyenne)	5.9 7.0	7.5 8.9	10.0 11.8	14.9 17.7	19.9 23.6	24.9 29.5
Patrimoine-retraite net (multiple de la rémunération moyenne nette)	7.9 9.3	9.2 10.9	11.2 13.3	15.5 18.3	19.4 23.0	23.0 27.3

Résultats de la modélisation des pensions : Finlande

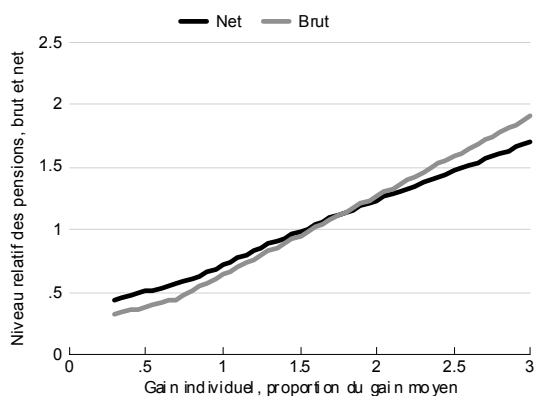
Niveau brut relatif des pensions



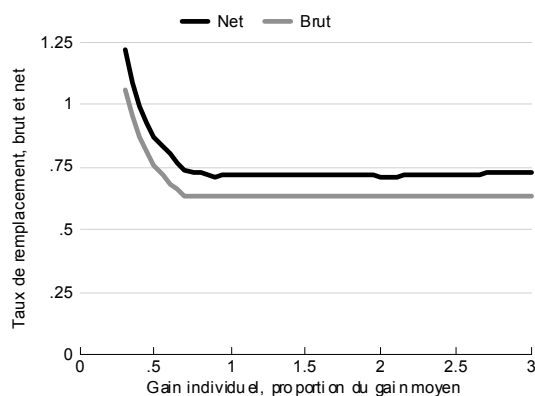
Taux brut de remplacement



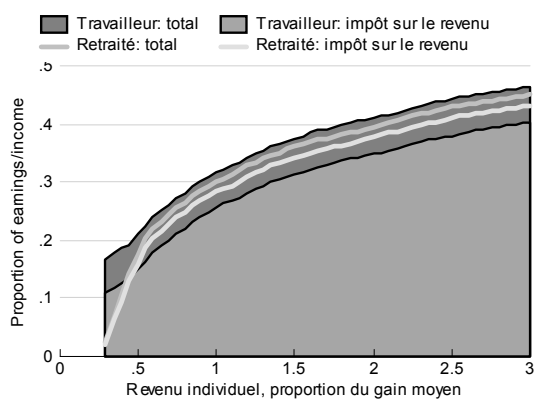
Niveau relatif des pensions, brut et net



Taux de remplacement, brut et net



Impôts acquittés par les retraités et les travailleurs



Sources du taux net de remplacement



Source : OCDE, à partir d'informations fournies par les pays.